On assiste actuellement à une inflation de néologismes en -phobie pour désigner des comportements sociaux ou des orientations politiques discriminatoires : outre les déjà anciens homophobie ou xénophobie, sont arrivés les islamophobie, rromophobie, négrophobie, lesbophobie, transphobie, glottophobie, et d'autres.

Or ces créations lexicales ne sont pas anodines, et plusieurs raisons m'amènent à rejeter radicalement leur emploi.

Tout d'abord, la phobie est à l'origine un terme désignant, dans le contexte des comportements humains, un trouble psychiatrique caractérisé par une peur irrationnelle de tel ou tel objet : ainsi l'agoraphobie, la claustrophobie, l'arachnophobie. Elle peut être l'objet d'un traitement évidemment non pas pénal mais médical. Etendre, par création lexicale, l'emploi de ce terme à la désignation de discriminations sociales, c'est faire de l'auteur de la discrimination un malade, et par là le disculper : comme l'arachnophobe n'est pas responsable de sa peur des araignées, l'homophobe ou l'islamophobe serait seulement quelqu'un qui a une peur irrationnelle des homosexuels ou des musulmans, et non un facho raciste. De coupable (de discrimination) il devient victime (d'un trouble psychiatrique).
Ce passage de la discrimination à la « phobie » traduit une dépolitisation de la discrimination. La discrimination peut être le fait d'un groupe social entier ou la volonté d'une politique : l'histoire en a donné de sinistres exemples. A l'inverse, la phobie renvoie à un comportement individuel, et si on peut évoquer des politiques discriminatoires, on imagine mal une « politique phobique ». Et je trouve navrant que des militant-e-s engagé-e-s précisément contre les discriminations créent pour cela des termes en -phobie, qui éliminent peu à peu du discours les notions de mépris de classe ou de racisme.

Les néologismes en -phobie induisent en effet un deuxième renversement : parler de discrimination, c'est mettre l'accent sur l'auteur et sur l'acte discriminatoire ; parler de racisme, au sens large, c'est pareillement mettre l'accent sur le raciste et son acte ; parler d'islamophobie, de rromophobie, de négrophobie, de glottophobie, c'est au contraire mettre l'accent sur le discriminé dans sa spécificité : musulman, Rrom, noir, personne ne parlant pas la langue canonique, etc., avec tout ce que cela peut générer comme représentations. C'est offrir une légitimité aux autojustifications du type « je ne suis pas raciste mais, je n'y peux rien, je n'aime pas les … ».

Cette multiplication des « phobies » aboutit ainsi à un repli identitaire et à une concurrence des discriminés1. Chacun veut une reconnaissance de la spécificité de la discrimination qu'il subit en la distinguant des autres, par le nom d'abord, par la revendication et la mobilisation ensuite. On arrive à une multiplication des groupes de défense spécifiques au lieu d'une unité d'action, unité de classe ou au moins unité contre toutes les formes de discrimination. Là où lutter contre les discriminations, ou contre le racisme au sens large, pouvait être unifiant, les luttes contre chacune des « phobies » portent le risque de la division.

Et en ces temps où les « phobies » remplacent les discriminations, 69 % des Français-e-s, si on en croit le journal Le Monde, souhaitent la prolongation de l'état d'urgence parce qu'ils ont « encore trop peur ». Certains diront que ça n'a aucun rapport. N'empêche…

Alain Chevarin

1 Sans compter les récupérations délibérées, comme l'emploi de christianophobie par les extrémistes catholiques ou d'hétérophobie par les opposants au « mariage pour tous »…